



A New Deal for Europe

on the road to a European Democracy

Newsletter n. 3, Avril 2014

Un million de signatures

Le 7 mars, la Commission européenne a déclaré notre ICE « **New Deal 4 Europe** » éligible !

La récolte de signatures pour demander « **Un Plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi** » a commencé sur support papier depuis le 24 mars.

C'est le moment de propager notre action dans toute l'Europe !

EDITORIAL

Debout citoyens européens!

Pour surmonter la crise qui affecte le projet européen depuis plusieurs années, il est temps pour les citoyens européens de dire leur mot dans les « affaires » européennes sur les questions qui touchent à leur avenir, c'est à dire le développement politique, économique et social de l'Union européenne (UE).

Il n'est plus possible que de tels sujets restent confinés dans le cadre national – principalement entre les mains des gouvernements les plus forts – et au sein du Conseil européen où les Etats membres autorisent la Troïka à renflouer un pays. Les citoyens européens ont le droit de dire quelle sorte d'Europe ils veulent, quel développement économique européen ils considèrent qu'il faut soutenir pour le présent et pour les prochaines générations, quel type de développement social et économique est conforme au « modèle européen ».

C'est pour cette raison que nous, les mouvements pro-européens, avons pris la décision d'utiliser l'instrument de participation démocratique fourni par le Traité de Lisbonne (art. 11, TUE) - l'**Initiative des Citoyens Européens** - et de lancer la Campagne appelée **New Deal 4 Europe** pour récolter UN MILLION de signatures pour demander à la Commission européenne de mettre en œuvre un « **Plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi** ».

Le 7 mars, la Commission européenne a déclaré notre ICE « éligible » !

C'est pourquoi la Campagne a démarré, soutenue par un Comité européen représentant huit Comités nationaux établis en Belgique, République Tchèque, France, Grèce, Italie, au Luxembourg, en Espagne et en Hongrie.

Avec ce **New Deal for Europe**, nous, mouvements pro-européens, avons créé le cadre permettant aux citoyens européens d'agir concrètement, tout d'abord en signant l'Initiative puis en s'engageant directement pour son succès. C'est le premier pas sur la voie d'un droit de citoyenneté européenne plein et effectif.

C'est un grand défi pour les promoteurs, mais particulièrement pour les citoyens européens. Nous devons tous démontrer que les Européens veulent décider de leur avenir, contre ceux qui voudraient les laisser désunis, enfermés dans des frontières nationales anachroniques et qui nient la possibilité d'exercer une souveraineté partagée au niveau européen.

C'est le moment pour le peuple européen de prendre ses propres décisions, dans son intérêt propre. En signant l'ICE **New Deal for Europe**. En votant aux élections du Parlement européen.

Debout citoyens d'Europe !

Relancer le rêve européen

Sur les ruines de la deuxième guerre mondiale, un rêve est né, dans la petite île de Ventotene, dans la pensée et l'action de quelques hommes emprisonnés par le régime fasciste. C'était le rêve d'une unité politique européenne comme garantie pour la paix entre les peuples européens et comme alternative radicale au système de la souveraineté nationale qui avait conduit à la guerre et au nazi-fascisme.

C'est de ce rêve qu'est né le processus de l'unification européenne qui a commencé avec les Communautés européennes, en passant par l'élection directe du Parlement européen et la création d'une monnaie unique. Puis ce rêve s'est estompé quand il aurait dû soutenir le projet d'une Constitution européenne. Face à ce grand défi, les classes politiques nationales battirent en retraite et par conséquent la crainte de l'étranger et le nationalisme, la défense de la souveraineté de l'Etat national et les privilèges de groupes sociaux corporatistes vinrent à nouveau à la surface. Et quand la crise financière et économique a éclaté, le « manque de vision » des gouvernements nationaux a déclenché une division en Europe et davantage encore entre les Européens qui partagent la même monnaie.

Les gouvernements nationaux, faibles face à la crise et en l'absence d'un projet européen, choisissent d'alimenter la démagogie et le populisme pour maintenir le consensus politique. Aujourd'hui, cependant, ils craignent ce qu'ils avaient auparavant encouragé, c'est à dire le sentiment anti-européen d'une partie de leurs peuples.

Nous, mouvements pro-européens de la société civile devons réagir face à cette vague nationaliste en lançant deux mots d'ordre clairs et simples : nous avons besoin d'un gouvernement européen et d'un **Plan de développement pour l'Europe**. Le premier pour affirmer l'intérêt européen au-dessus des intérêts des différents Etats membres, l'intérêt de l'unité au-dessus de celui de la division. Le second pour donner à l'Europe l'image du progrès et de l'espoir, pour donner à l'Europe la force de ne pas succomber devant les autres compétiteurs mondiaux.

Notre ICE pour un **Plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi** est en fait la bonne voie pour réprendre ces idées : il nous faut un **gouvernement européen** pour mettre en œuvre le Plan de développement réclamé par au moins un million de citoyens européens. Il est temps pour les citoyens européens d'agir quand les politiques nationales restent encore bloquées dans le passé sans pouvoir imaginer l'avenir.

Si les citoyens européens veulent donner à l'ICE **New Deal 4 Europe** la force nécessaire, alors le rêve d'Altiero Spinelli - dont la pensée continue d'inspirer le sentiment pro-européen - pourrait refaire surface, battant ainsi les forces nationalistes lors des élections européennes prochaines, ouvrant la voie à une action constitutionnelle vers la Fédération européenne.

Antonio Longo



La Commission européenne a déclaré "éligible" l'ICE NEW DEAL 4 EUROPE!

La lettre de la Commission

Nous publions ci-dessous, en anglais, la lettre de la Commission validant et enregistrant, le 7 mars dernier l'ICE « NewDeal4Europe »

Brussels 07/03/2014

Title of proposed citizens' initiative: NEW DEAL 4 EUROPE - FOR A EUROPEAN SPECIAL PLAN FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT AND EMPLOYMENT

- Date of request for registration: 07/01/2014

Dear organisers,

We are pleased to inform you that the Commission considers that your proposed initiative satisfies the conditions for registration laid down in Article 4(2) of Regulation (EU) No 211/2011 of the European Parliament and of the Council of 16 February 2011 on the citizens' initiative, namely:

- the citizens' committee has been formed and the contact persons designated;
- according to our analysis of the suggested legal basis (or, if inconclusive, of other possible ones), the proposed initiative does not manifestly fall outside the framework of the Commission's powers to submit a proposal for a legal act of the Union for the purpose of implementing the Treaties;
- the proposed initiative is not manifestly abusive, frivolous or vexatious; and
- the proposed initiative is not manifestly contrary to the EU values as set out in Article 2 of the Treaty on European Union.

As a result we are pleased to confirm that your proposed citizens' initiative has been registered on 07/03/2014 under registration number ECI(2014)000002 and published in the Commission's online register at: <http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/initiatives/ongoing/details/2014/000002>

Pour signer l'ICE New Deal 4 Europe

Pour trouver les documents pour collecter les signatures sur papier, merci de cliquer sur le site: <http://www.newdeal4europe.eu/fr/documents#modules>

Pour signer en ligne <https://ec.europa.eu/citizens-initiative/REQ-ECI-2014-000001/public/index.do?lang=fr>

Afin de devenir un militant et de soutenir la Campagne NewDeal4Europe, veuillez vous connecter sur le site et lire attentivement l'INFO-KIT en français: http://www.newdeal4europe.eu/download/ECI_NewDeal4Europe_Info-kit_fr.pdf

Appel à l'action pour la Coalition européenne et les Comités nationaux soutenant la campagne NEW DEAL 4 EUROPE

Lucio Levi - Président du Movimento Federalista Europeo - Turin

Chers amis,

Aujourd'hui, nous sommes confrontés au plus grand défi que les fédéralistes, les européistes et les mouvements de la société civile se sont posés depuis ces dernières décennies. Nous avons reçu la nouvelle que l'Initiative des Citoyens Européens (ICE) *New Deal 4 Europe* a été enregistrée. **Nous avons l'ambition de récolter un million de signatures** pour réaliser « Un Plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi ». Cette ICE est soutenue par des Comités nationaux composés de citoyens, de fédéralistes, de mouvements pro-européens et de la société civile et par des syndicats en Belgique, République Tchèque, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg et Espagne.

Cette initiative est particulièrement importante au moment où la campagne des élections européennes va débiter et où les institutions européennes semblent loin des citoyens, incapables de répondre à leurs soucis et à leurs attentes et où le chômage - le problème social le plus sérieux généré par la crise - a dépassé dans l'Union européenne (UE), selon les estimations d'Eurostat, les 26 millions d'unités.

Les gouvernements, au lieu d'augmenter les ressources propres du budget de l'UE, les ont baissées au-dessous du seuil de 1% du PIB européen. C'est pourquoi, les moyens d'aller au-delà des politiques d'austérité, pour booster le développement, réduire le chômage, n'ont pas été mis à disposition. **Il n'y a pas de gouvernement sans ressources.** C'est sur ce point limité mais décisif, que **nous voulons affecter notre ICE** (l'institution de démocratie participative qui permet de soumettre un acte législatif à la Commission européenne), en promouvant **un mouvement partant de la base pour changer le cours des événements. Une taxe sur les transactions financières et une taxe carbone** permettraient de doubler la taille du budget européen et de commencer la bataille pour transférer au Parlement européen le pouvoir de décider non seulement des dépenses mais aussi des recettes du budget. **Le Parlement européen et la Commission qui seront formés après le vote auront à prendre position sur cette proposition.**

Dans son discours inaugural délivré à Washington le 4 mars 1933, **Franklin Delano Roosevelt** disait :

« Cette grande nation endurera, comme elle a enduré, elle revivra et prospérera. Ainsi, avant tout, laissez-moi affirmer ma ferme conviction que la seule chose que nous avons à craindre, c'est la crainte elle-même - cette terreur sans objet, aveugle, injustifiée, qui paralyse les efforts nécessaires pour transformer un repli en avancée ».

Il faut adresser à nous tous le même appel à endurer et à vaincre la peur. En ce moment, le problème n'est pas de récolter quelques milliers de signatures à travers la seule mobilisation de militants de chaque organisation. **La coalition des forces de la société civile et politique, dont la construction nous a pris deux ans, nous donne l'assurance que nous pouvons gagner le consentement d'un million de citoyens.**

Pour trouver davantage d'information, pour contribuer à la campagne et pour signer, allez sur le site web : www.newdeal4europe.eu

UN RÉSEAU DE VILLES POUR SOUTENIR LA CAMPAGNE

Mairie de Turin, le 28 février 2014

La première réunion de Maires de villes européennes pour lancer un réseau actif en soutien à notre campagne:

<http://www.newdeal4europe.eu/fr/nouvelles-et-evenements/93-les-maires-d-europe-pour-un-new-deal-for-europe-turin-28-fevrier-2014>

L'Appel des Maires européens pour un New Deal pour l'Europe



Proposé par le Maire de Turin, M. Piero Fassino, Maire de Turin et adopté par l'Association des villes italiennes. Soutenu en France par M. Gérard Colomb, Sénateur-Maire de Lyon.

La vie sociale et économique de nos villes est profondément influencée par les choix effectués au niveau européen dans les secteurs des politiques monétaire et budgétaire.

Les politiques d'assainissement, bien que nécessaires, ne sont toutefois pas suffisantes pour remettre en marche un développement capable de relancer la croissance économique et l'emploi.

Avec une plus petite quantité de ressources financières à leur disposition, les pouvoirs locaux ont des difficultés à assurer les services publics à leurs concitoyens. Cela va au détriment du niveau de protection et de cohésion sociale, de l'instruction et de la formation des jeunes générations, de la défense de l'environnement et du territoire. Les politiques locales en faveur du développement de la petite et moyenne entreprise, de l'artisanat et du commerce en pâtissent également.

Il est nécessaire au niveau européen, là où il serait possible de définir une politique économique efficace, de faire démarrer un "Plan européen de développement" destiné à dépasser la phase de récession qui étouffe l'économie européenne.

C'est seulement au niveau continental que peuvent s'effectuer des investissements productifs, efficaces et massifs, dans les secteurs stratégiques dont dépend l'avenir de l'Europe (recherche et développement, énergies alternatives et protection de l'environnement, grandes infrastructures de réseaux matériels et immatériels, etc.), afin de lui rendre sa compétitivité dans le monde.

Seul un "Plan européen" destiné à mettre en place ces investissements peut fournir aux acteurs économiques et politiques l'indication des objectifs et la direction de la marche à suivre.

Seul un "Plan européen" alimenté par des "ressources propres" de l'Union européenne peut être crédible aux yeux des investisseurs.

Il faut une initiative forte dans cette direction : **"l'Initiative citoyenne européenne"** pour un **"Plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi"**, qui vise à recueillir un million de signatures dans au moins sept pays de l'UE, va justement dans cette perspective.

Promue par le Movimento Federalista Europeo et par des dizaines d'associations de la société civile dans divers pays européens, elle est soutenue par l'Associazione Nazionale dei Comuni italiani.

Nous, Maires d'Europe:

- exprimons notre soutien à une initiative qui voit nos concitoyens être les protagonistes de la demande d'une Europe orientée vers le "développement durable et l'emploi" ;
- nous en partageons les finalités, convaincus que cette demande de participation constitue également un élément important pour le développement de la démocratie européenne, dans la perspective d'une Europe démocratique et fédérale ;
- nous invitons les villes d'Europe à créer un "réseau" en soutien de l'ICE **"New Deal 4 Europe"** et à favoriser le recueil des signatures des citoyens, pour développer la participation civique autour de l'objectif d'une Union européenne, facteur de croissance, de développement et source de progrès principalement en faveur des jeunes générations

MANIFESTE POUR UN PLAN EUROPÉEN POUR L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Après six années, la grave crise que l'Europe est en train de traverser n'a pas été dépassée. L'euro, pilier du marché unique, n'est pas encore en sécurité. Le risque d'une renationalisation des politiques économiques, désastreuse pour l'économie et pour le bien-être de chacun des pays de l'Union, aucun n'étant exclu, est un risque grave et réel.

La rigueur budgétaire sur laquelle les gouvernements ont misé, même si elle était nécessaire pour affronter la crise de la dette, en comprimant excessivement sa réalisation dans le temps, a eu pour effet d'aggraver la spirale dépressive, compromettant ainsi l'objectif-même du redressement. Il faut penser en termes nouveaux. A côté de l'achèvement du marché unique, spécialement dans le secteur fondamental des services, on doit désormais d'urgence mettre la main à un Plan extraordinaire qui fasse repartir le développement. Un développement durable, fondé sur la réalisation d'infrastructures européennes, sur les nouvelles technologies, sur les nouvelles sources d'énergie, sur la protection de l'environnement et du patrimoine culturel, sur la recherche de pointe, sur les progrès de l'instruction et sur la formation professionnelle.

Un tel Plan doit avant tout promouvoir l'emploi avec un volume de ressources destinées à des investissements dans des biens publics européens susceptibles de générer quelques millions de postes de travail, en particulier dans les pays au sein desquels l'urgence sociale du chômage de masse a atteint des niveaux alarmants, tels qu'ils pourraient mettre en danger la démocratie elle-même.

Ces ressources financières supplémentaires peuvent être obtenues en mobilisant des ressources propres de l'Union (par exemple celles d'une taxe européenne sur les transactions financières et celles d'une taxe sur les émissions de carbone), des capitaux privés (avec des *Project bonds* européens) et des ressources mises à disposition par la Banque européenne d'investissement.

La coopération intergouvernementale s'est avérée totalement insuffisante. Le Parlement européen est en train de changer, en vue aussi des élections de 2014. Mais pour donner une impulsion décisive à un processus trop lent, il faut *qu'une voix s'élève enfin de la part des citoyens européens*.

D'où l'importance de la proposition, avancée par un vaste rassemblement de forces, par les mouvements fédéralistes et européens, par des syndicats et de nombreuses associations de la société civile, d'une Initiative des Citoyens Européens (ICE) sur la base du Traité de Lisbonne (art. 11), pour un *Plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois*. Cette proposition mérite d'être soutenue avec force.

L'intégration européenne a été une grande contribution à la civilisation que l'Europe a offerte au monde après s'être par deux fois déchirée, de sa propre responsabilité, à travers deux guerres mondiales sanglantes. Le processus de l'union a assuré à l'Europe la paix pendant plus de 60 ans et un bien-être sans précédent dans l'histoire. Elle a constitué un modèle pour le monde entier.

Tout cela est maintenant en danger. Les citoyens imputent la responsabilité de la crise à l'Europe qui est perçue comme un obstacle, comme une source d'inégalité entre les citoyens et entre les Etats et non plus comme une espérance pour notre avenir. On ne peut s'opposer au retour du nationalisme que si les citoyens exigent que l'Europe démontre qu'elle peut répondre à leurs besoins.

Le moment est donc venu d'ouvrir la voie à une présence active des citoyens européens dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Premiers signataires: *Michel Aglietta (économiste) - Michel Albert (économiste - Président d'honneur de l'UEF France) - Ulrich Beck (sociologue) - Mauro Ceruti (philosophe des sciences) - Don Luigi Ciotti (écclésiastique) - Jean-Marie Cavada (Président Mouvement Européen France) - Daniel Cohn-Bendit (député européen) - Roberta de Monticelli (philosophe) - Monica Frassoni (coordinatrice Parti Vert Européen) - Emilio Gabaglio (ex Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats) - Olivier Giscard d'Estaing (Président d'honneur de la Ligue européenne de coopération économique) - Sylvie Goulard (députée européenne) - Pascal Lamy (ex Directeur de l'OMC) - Henri Malosse (Président du Comité économique et social européen - CESE) - Robert Menasse (écrivain) - Claus Offe (sociologue) - Paul Oriol (Auteur de Résidents étrangers citoyens ! Plaidoyer pour une citoyenneté européenne de résidence) - Yves Mény (ex Directeur de l'Institut universitaire européen de Florence) - John Palmer (ex Editor in chief, The Guardian) - Romano Prodi (ex Président de la Commission européenne et du Conseil italien) - Gesine Schwan (universitaire - doyenne de l'Université européenne Viadrina) - Salvatore Settis (intellectuel) - Dusan Sidjanski (Centre européen de la Culture) - Barbara Spinelli (éditorialiste à La Repubblica) - Tzvetan Todorov (historien des idées)*

QUELQUES QUESTIONS ET QUELQUES RÉPONSES

Les solutions... à la crise européenne

Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), la croissance dans la zone euro atteindra 1% en 2014, comparé à une croissance de 2.6 % aux Etats-Unis et alors que les pays émergents maintiendront des taux élevés.

Pour dépasser cette crise et redevenir compétitive, l'Europe doit mettre en oeuvre une politique stricte de contrôle de ses ressources, afin de subvenir à une transformation équitable et durable de son système économique et productif.

Il est aujourd'hui convenu que même si une discipline budgétaire stricte (tout à la fois pour les Etats et les individus) est nécessaire et incontournable, elle est insuffisante pour restaurer la croissance.

Même si ce qui est proposé pour l'économie européenne va souvent dans la bonne direction, le fait qu'il soit confiné dans le cadre national des divers Etats réduit son applicabilité, son effectivité et son impact économique.

Voilà quelques lignes de force pour relancer l'économie européenne :

- une politique d'expansion économique en Europe est impossible au niveau national, car ses Etats membres, sont tenus à une consolidation fiscale ;
- la croissance ne peut être mise en place en créant de nouvelles dettes ;
- le problème d'un redéploiement de la dépense des consommateurs existe, mais cela doit être fait avec des politiques effectives de redistribution des revenus en faveur des classes les moins privilégiées et non par des mesures de crédit ;
- Il est largement accepté que la croissance économique doit être compatible avec la protection de l'environnement ;
- la croissance peut être atteinte seulement au travers d'investissements qui rendent l'économie européenne compétitive, en réduisant la consommation et le coût de l'énergie et des matières premières, en développant et en répandant le savoir et en ré-égalisant le pouvoir d'achat.

Sur la base des principes mentionnés ci-dessus, il est devenu essentiel de lancer un « Plan européen », limité mais décisif, afin de montrer aux acteurs économiques et sociaux européens la direction à suivre.

Le contenu de l'ICE "New Deal 4 Europe"

Un Plan européen extraordinaire de 400 milliards d'euros sur trois ans pour...

Investir

... dans la Recherche et l'Innovation:

pour rendre l'Europe compétitive dans le monde globalisé;
pour mener l'Europe dans la société de la connaissance;
pour offrir aux jeunes des compétences et des emplois de qualité;

... dans les énergies renouvelables:

pour sauvegarder les ressources naturelles;
pour combattre le réchauffement climatique et transmettre aux prochaines générations une planète plus propre;
pour rendre l'Europe moins dépendante du pétrole et du gaz des pays producteurs;

... dans des réseaux d'infrastructures:

pour créer un réseau européen de l'énergie;
pour créer le haut débit européen dans les télécommunications;
pour améliorer la mobilité soutenable des infrastructures, en particulier pour les travailleurs, en sauvegardant l'environnement;

... dans l'agriculture écologique:

pour défendre la biodiversité;
pour produire de la nourriture de haute qualité;
pour aider les jeunes à découvrir une agriculture durable et rentable;

... dans la sauvegarde de l'environnement et de l'héritage culturel:

pour sauvegarder le territoire menacé par la spéculation;
pour conserver les valeurs artistiques et culturelles d'une civilisation unique;
pour créer des emplois dans des secteurs destinés à améliorer la qualité de la vie.

continue à la page 6...

...continue de la page 5

Financer

Un Fond Européen de solidarité: pour aider les personnes au chômage à retrouver un emploi
pour promouvoir des sociétés start-up pour les jeunes.

Le "plan" proposé destiné à booster la compétitivité, en particulier dans le secteur des services, devrait permettre la création d'un minimum de 20 millions de nouveaux emplois.

Un "New Deal for Europe" financé par des ressources propres de l'Union européenne, telles que:

La Taxe sur les transactions financières: pour combattre la spéculation financière et promouvoir une finance saine soutenant l'économie réelle;
pour favoriser une plus grande transparence dans le domaine de la finance transnationale;
pour réellement combattre les paradis fiscaux.

La taxe carbone: pour encourager la réduction du CO2 et pour combattre le réchauffement climatique;
pour financer les investissements dans les énergies renouvelables;
pour guider le secteur industriel vers des modes de production non polluants.

De plus, la taxe carbone pourrait pousser le système économique dans la direction de choix durables. Elle serait en outre compatible avec des mesures transitoires visant à augmenter les taxes sur les importations de marchandises provenant de zones géographiques n'ayant pas adopté de mesures similaires. D'autre part, la Taxe sur les transactions financières pourrait être exploitée comme un moyen de s'assurer que le changement du système économique soit socialement soutenable durant la période de transition. En fait elle permettrait un refinancement significatif du Fonds européen d'ajustement à la globalisation (dont la tâche pourrait être redéfinie) et le transfert d'au moins une part du fardeau fiscal du travail non qualifié et précaire aux revenus financiers. Le lancement du « Plan », avec ses mesures communes de taxation au niveau européen, devrait être accompagné d'une réduction des coûts que les Etats membres ont à supporter actuellement dans les domaines d'action commune.

En parallèle à l'attribution de nouvelles ressources à l'Union européenne provenant de la Taxe carbone et de la Taxe sur les transactions financières, les Etats membres devraient pouvoir réduire les impôts au plan national d'un montant correspondant afin de conserver un équilibre et, en fin de course, de réduire le fardeau fiscal sur les contribuables.

VOYEZ NOS SOUTIENS: <http://www.newdeal4europe.eu/fr/soutien>

LES LOGOS DE L'ICE NEW DEAL 4 EUROPE:



CONTACTEZ-NOUS ET DEVENEZ L'UN DE NOS PROMOTEURS

ECI New Deal 4 Europe contacts:

Equipe du site web et des réseaux sociaux: nicola.vallinoto@gmail.com

Equipe de traduction: roberta.carbone@newdeal4europe.eu

Equipe de notre Newsletter: eurolongo@alice.it

Pour souscrire à cette Newsletter, cliquez sur le site: www.newdeal4europe.eu

Pour contacter les groupes locaux ou devenir actif, contactez info@newdeal4europe.eu

Adresses sur les réseaux sociaux:

Twitter: www.twitter.com/NewDeal4Europe

Facebook: www.facebook.com/NewDeal4Europe

Google+: plus.google.com/+NewDeal4EuropeEurope

Flickr: www.flickr.com/photos/NewDeal4Europe

Youtube: www.youtube.com/NewDeal4Europe